

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

**Le pacte dit « de  
responsabilité » est devenu  
minoritaire. Qu'il soit rejeté,  
qu'on en termine avec les  
refus du Medef de toutes  
contreparties !**

Date de mise en ligne : mardi 25 mars 2014

- Economie -

---

Démocratie & Socialisme

---



Mine de rien, c'est un évènement.

**Pour des raisons qui lui sont propres, la CFE CGC fait machine arrière et ne signera pas le « relevé de conclusions » (du vent...) du 5 mars.** C'est un coup de théâtre lourd de conséquences : la CFE-CGC qui avait décidé le 10 mars dernier de signer le relevé de conclusions sur les contreparties sociales du pacte de responsabilité, qui prévoit une réduction des contributions sociales et fiscales de l'ordre de 30 milliards d'euros par an pour les entreprises, a finalement fait machine arrière. « *La négociation chômage a montré que la confiance n'était pas au rendez-vous [...] le patronat a trahi les signataires potentiels du pacte de responsabilité* », a estimé la dirigeante de l'organisation Carole Couvert. « À la base, il s'agit d'un pacte de confiance. On a toujours dit que l'on refuserait de signer un chèque en blanc au patronat, mais que nous étions dans une logique de renvoi d'ascenseur », a-t-elle confié à Boursier.com. Or, lors de la négociation chômage, « *ce sont les mêmes protagonistes qui étaient au tour de la table* », a-t-elle ajouté.

Le relevé de conclusions concernant les contreparties au Pacte de responsabilité sera finalement signé par une minorité de syndicats.

Du côté du patronat, le Medef, la CGPME et l'UPA l'ont validé alors que, côté organisations syndicales, seules la CFDT et la CFTC le ratifieront, FO et la CGT y étant fermement opposées. Reuters prétend que le retrait de la CFE-CGC n'empêchera pas cet accord d'entrer en vigueur car il ne s'agirait que d'un « relevé de conclusions » n'ayant pas le même statut qu'un ANI comme ceux sur la sécurisation de l'emploi ou la formation, lesquels nécessitent la signature d'au moins trois syndicats. **Mais c'est du pipeau car le « relevé de conclusions signé » selon la CFDT se voulait équivalent à un accord et soumis aux mêmes règles.** Carole Couvert veut, par ce geste, « *envoyer un signal fort au gouvernement* ». « *Nous tirons la sonnette d'alarme pour qu'il entende le mécontentement des classes moyennes* », a-t-elle martelé...

Pas seulement des « classes moyennes » surtout du salariat tout entier... Comme la « convention UNEDIC », ça suffit les textes dictés par le Medef ! Que le gouvernement s'empare de ce rejet et du refus du Medef de toute contrepartie pour prendre le pays à témoin : ce qui ne passe pas pour l'emploi, du fait du refus du patronat, doit passer par le contrôle des licenciements, par la reprise des entreprises en difficulté, par la contrainte forte et décidée contre les dividendes et la finance.